

PLATE-PORME INTERSYNDICALE

Conférence de Presse
du Jeudi 28.9.1967

Avant d'exposer les grandes lignes de notre plate-forme commune, je voudrais situer dans quel cadre elles s'inscrivent.

Que l'Université doive changer, personne ne songera à le contester, je n'en voudrais pour preuve que :

- le faible pourcentage d'étudiants qui parviennent à atteindre leur diplôme,

- l'absence de formation professionnelle pour nombre d'étudiants ou sa mauvaise qualité,

- l'importance du nombre d'étudiants dans certaines disciplines (sciences économiques, psychologie, sciences naturelles) par rapport aux débouchés correspondant aux études qu'ils ont faites, alors que dans d'autres disciplines (cadres techniques et du secteur tertiaire) une grande pénurie de gens formés se fait sentir.

Face à ces problèmes, les syndicats universitaires ne peuvent adopter une attitude défensive. Les précédents existent ! Faute d'avoir forcé le milieu universitaire à se préoccuper de la formation des Cadres techniques et présenter un plan cohérent, nous avons vu créer les instituts universitaires de technologie, où les étudiants n'auront pas de formation théorique leur permettant de se reconvertir ou même de s'adapter aux progrès technologiques. Faute d'avoir su définir quel type de formation il fallait donner à un futur enseignant et à un futur chercheur, nous nous sommes vu imposer la division licence-maîtrise, qui permet ainsi au gouvernement de réduire d'un an la formation des maîtres du second degré, en en supprimant presque tout le contenu.

Il nous faudra donc avoir une politique offensive surtout dans les secteurs où les difficultés sont les plus criantes. Démontrer par exemple que le problème n'est pas de placer des barrages à l'entrée des facultés, mais de bouleverser les méthodes pédagogiques et le contenu de l'enseignement.

Les deux principaux axes de l'intervention syndicale concerneront donc les problèmes du contenu et des méthodes de l'enseignement ainsi que ceux de la formation professionnelle. Nous insisterons sur les points suivants :

1° - Problèmes pédagogiques : Nécessité de développer une recherche pédagogique importante s'appuyant sur des expériences locales et que nos militants mettront en place dès la rentrée,

- Nécessité des moyens matériels et surtout d'un encadrement plus important pour répondre aux insuffisances actuelles et également pour permettre de développer une telle politique.

2° - Situation des étudiants

- Nécessité de permettre à tous les étudiants de se donner à temps plein à leurs études par l'obtention pour tous de l'allocation d'études sur critères universitaires. Ce problème est également lié à celui de la mobilité des étudiants.

3° - Qualification professionnelle

En ce qui concerne les Instituts Universitaires de Technologie, le développement d'une recherche technologique et la création d'un second cycle d'études techniques sont mises en avant. Le développement d'un tel secteur peut

faciliter la suppression de la dualité Grandes Ecoles-Facultés dans le cadre d'une restructuration du système universitaire. Dans l'immédiat, la mise en place d'une 3ème année est indispensable.

En ce qui concerne la formation des maîtres qui sera un des thèmes essentiels de l'action intersyndicale pour toute l'année, nous exigeons dans l'immédiat la création des maîtrises d'enseignement permettant à tous les futurs enseignants de bénéficier d'une formation théorique en quatre années. Il importe aussi de donner une formation pédagogique dans ce cadre en liaison avec la création des recherches pédagogiques. Nous réclamons pour les IPESIENS la possibilité de choisir entre licence et maîtrise cette année. Alors que les modalités définitives de la formation des maîtres du second degré ne sont toujours pas obtenues pour le Ministère, on voit en effet les IPESIENS refoulés obligatoirement dans la structure de la licence.

En ce qui concerne la formation des enseignants-chercheurs la mise en place d'une structure où il leur sera dispensé une préparation à la recherche dans l'enseignement supérieur est une nécessité urgente.

Dans certaines disciplines comme en lettres ou en mathématiques, il va s'imposer un bouleversement très rapide des conditions de la recherche, du recrutement des enseignants, le problème des thèses courtes, des travaux collectifs etc... sera notamment posé à l'occasion du renouvellement du Comité Consultatif des Universités.

Parallèlement à l'ensemble de ces revendications, nous nous efforçons de développer un contrôle collectif par les enseignants et les étudiants de l'Université en mettant en place des comités étudiants-enseignants au niveau des unités d'enseignement.

Ces comités devront assurer le contrôle de l'organisation des enseignements, participer à des expériences en matière de contenu et de méthodes d'enseignement, de contrôle de connaissances, et en premier lieu dès avant la rentrée, contrôler les problèmes d'inscription et d'encadrement et organiser la riposte lorsque les positions ou les normes syndicales ne sont pas respectées. Cette période d'inscription, qui comprend tant les inscriptions à la Faculté que les inscriptions aux séances de travaux pratiques ou dirigés, revêtra en effet cette année une importance tout à fait considérable. Dans la mesure du possible, ces actions devront se poursuivre par la réalisation de manifestations locales ou nationales. Une quinzaine nationale d'action permettra dès la rentrée à l'ensemble des universitaires, étudiants et enseignants, d'exprimer, à tous les échelons, leurs préoccupations et mettra en évidence les solutions qu'ils préconisent. Des journées marqueront cette quinzaine, journées pendant lesquelles le fonctionnement traditionnel de l'Université sera interrompu et remplacé par des réunions des comités enseignants-étudiants ouverts à tout le personnel des facultés, aux syndicats, aux parents d'élèves etc... Le thème de ces journées sera la mise à nu du fonctionnement de l'Université et de sa situation présente. Les structures de lutte et de contestations mises en place au 1er trimestre (comités enseignants-étudiants) poursuivront leur travail pendant toute l'année par la discussion sur l'ensemble des problèmes de la pratique universitaire et seront un instrument privilégié d'interventions et d'actions pour la transformation de cette pratique.

Extrait de « Eléments pour une histoire du mouvement étudiant avant Mai 1968- Centre de Coordination et de Recherche sur le Mouvement Etudiant - (vraisemblablement écrit en 1970)